



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté du **03 JUL. 2024** relatif aux prescriptions applicables à la déchetterie de **GOURNAY-EN-BRAY (76220)** exploitée par le Service Intercommunal d'Élimination des Ordures Ménagères (SIEOM) de la communauté de communes des 4 rivières, soumise à enregistrement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement, en particulier les articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511.9 du code de l'environnement ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- Vu l'arrêté préfectoral cadre du 26 février 2009 autorisant et réglementant les activités de déchetterie exercées par le S.I.E.O.M. ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-010 du 14 février 2024 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 5 mars 2024 fixant les jours et heures auxquels le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;
- Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets, le Plan de Protection de l'Atmosphère et le Règlement National d'Urbanisme ;
- Vu la demande d'enregistrement présentée le 19 décembre 2023, et complétée le 8 février 2024, par le Service Intercommunal d'Élimination des Ordures Ménagères (SIEOM) de la communauté de communes des 4 rivières, dont le siège social est situé 33, Avenue de la Garenne – 76220 GOURNAY-EN-BRAY, pour l'extension de la déchetterie située à la même adresse ;

- Vu le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés ;
- Vu l'avis de la direction départementale des territoires et de la mer de la Seine-Maritime du 5 mars 2024 ;
- Vu la mise à disposition du dossier au public du 3 avril au 1^{er} mai 2024 inclus ;
- Vu l'absence d'avis émis par les conseils municipaux des communes de GOURNAY-EN-BRAY, ERNEMONT-LA-VILETTE et AVESNES-EN-BRAY ;
- Vu le rapport et les propositions du 18 juin 2024 de l'inspection des installations classées ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 25 juin 2024 ;
- Vu les observations de la part du S.I.E.O.M. de la communauté de communes des 4 rivières par courriel du 2 juillet 2024, en réponse à la communication du projet de prescriptions prévue par l'article R. 512-46-17 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT :

que le Service Intercommunal d'Élimination des Ordures Ménagères (SIEOM) de la communauté de communes des 4 rivières a déposé un dossier de demande d'enregistrement pour la régularisation de l'extension de la déchetterie de GOURNAY-EN-BRAY sur le site existant, dossier reçu par la DREAL le 19 décembre 2023 et complété le 8 février 2024 ;

que le dossier a été jugé complet et régulier par le rapport de l'inspection des installations classées du 8 février 2024 ;

que le site exploite déjà des activités de déchetterie sous le régime de la déclaration au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

que le projet d'extension du site entraîne pour la première fois le classement sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2a de la nomenclature des ICPE relative aux activités de collecte de déchets non dangereux ;

que l'exploitant n'a sollicité aucun aménagement aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 modifié applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

que la direction départementale des territoires et de la mer de la Seine-Maritime a émis un avis favorable assorti d'une prescription visant à l'installation de pièges à macro-déchets au droit des systèmes de gestion des eaux pluviales ;

que le dossier déposé ne met en évidence aucun des motifs prévus à l'article L.512-7-2 du code de l'environnement pour soumettre la demande à « basculement », procédure prévue par l'article L.512-2, notamment au regard de la sensibilité du milieu environnant ou du cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets ;

que la consultation du public n'a donné lieu à aucune observation ;

que les conseils municipaux des communes concernées n'ont pas émis d'avis ;

qu'il y a donc lieu de faire application de l'article L.512-7-3 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'ENREGISTREMENT ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'ENREGISTREMENT

Article 1.1.1 – Exploitant titulaire de l'enregistrement – Péréemption

Le Service Intercommunal d'Élimination des Ordures Ménagères (SIEOM) de la communauté de communes des 4 rivières, représentée par son président, dont le siège social est situé au 33, Avenue de la Garenne à GOURNAY-EN-BRAY, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à la même adresse, les installations détaillées dans les articles suivants.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2 – NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

Les installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées sont listées dans le tableau ci-après :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Régime	Caractéristiques de l'installation
2710-1	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes	DC	< 7 tonnes
2710-2	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m ³	E	1 200 m ³

Régimes : E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle).

Article 1.2.2 – SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune et parcelles suivantes :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
GOURNAY-EN-BRAY	AP n° 62	33, Avenue de la Garenne
GOURNAY-EN-BRAY	AP n° 63	33, Avenue de la Garenne

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante dans la limite des quantités de déchets indiquées ci-après :

- Les déchets non dangereux

Matériau	Nombre de bennes ou contenants sur site	Volume maximal estimé (m³)
Cartons	2	70
Tout-venant	3	105
Gravats	2	30
Ferraille	1	35
Mobilier	2	70
Déchets verts	2	70
Tonte	1	35
Bois	1	35
Pneus	1	35
Capsules café aluminium	1	1
Verre	5	20
Vêtements	6	14
Recyclerie	1	33
Couettes et coussins	1	1
Plateforme déchets verts	1	586
Huile végétale	1	0.24
VOLUME TOTAL ESTIME		1143.24 m³

- Les déchets dangereux

Matériau	Poids maximal estimé (t)
Déchets dangereux spécifiques	1.46
DEEE	2.377
Huile de vidange	0.967
Bidons d'huile de vidange	0.23
Fûts de filtre à huile	0.121
Piles	0.245
Extincteurs	0.5
Bouteilles de gaz	0.25
Bouteilles O2, CO2...	0.05
Lampes	0.083
Tubes néons	0.127

VOLUME TOTAL ESTIMÉ

6,41 tonnes

CHAPITRE 1.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT

Article 1.3.1 – Conformité au dossier de demande d'enregistrement

Les installations et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier et ses compléments déposés par l'exploitant.

En tout état de cause, elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

CHAPITRE 1.4 – MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.4.1 – Porter-à-connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.4.2 – Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations classées visées chapitre 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'enregistrement (ou autorisation selon le contexte).

Article 1.4.3 – Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 1.4.4 – Cessation d'activité

L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette l'usage futur industriel du site déterminé dans le dossier de demande d'enregistrement.

CHAPITRE 1.5 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

Article 1.5.1 – Arrêté préfectoral du 26 février 2009

Les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 réglementant les activités de déchetterie sont annulées et remplacées par celles des arrêtés ministériels des 26 et 27 mars 2012 modifiés relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises respectivement à enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 et à déclaration au titre de la rubrique n° 2710-1 de la nomenclature.

Les autres prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 février 2009, notamment celles réglementant le quai de transfert, restent applicables.

Article 1.5.2 – Arrêtés ministériels de prescriptions générales

Les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous s'appliquent à l'établissement :

- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 mars 2012 relatif aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 mars 2012 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial).

Aucun aménagement n'est accordé à l'application de ces deux arrêtés ministériels.

Article 1.5.3 – Prescriptions particulières

L'exploitant met en œuvre un dispositif permettant de piéger les macro-déchets au droit des systèmes de gestion des eaux pluviales du site dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté.

Article 2 – Affichage

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 3 – Surveillance

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 4 – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 5 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle ledit acte leur a été notifié ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cet arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 6 – Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de GOURNAY-EN-BRAY et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la commune de GOURNAY-EN-BRAY pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de la commune de GOURNAY-EN-BRAY fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie dudit arrêté est également adressée à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consulté en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement, et indiqués ci-après : ERNEMONT-LA-VILETTE et AVESNES-EN-BRAY.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de l'arrondissement de DIEPPE, le maire de la commune de GOURNAY-EN-BRAY, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée au Service Intercommunal d'Élimination des Ordures Ménagères (SIEOM) de la Communauté de communes des 4 rivières.

Fait à Rouen, le **03 JUL. 2024**

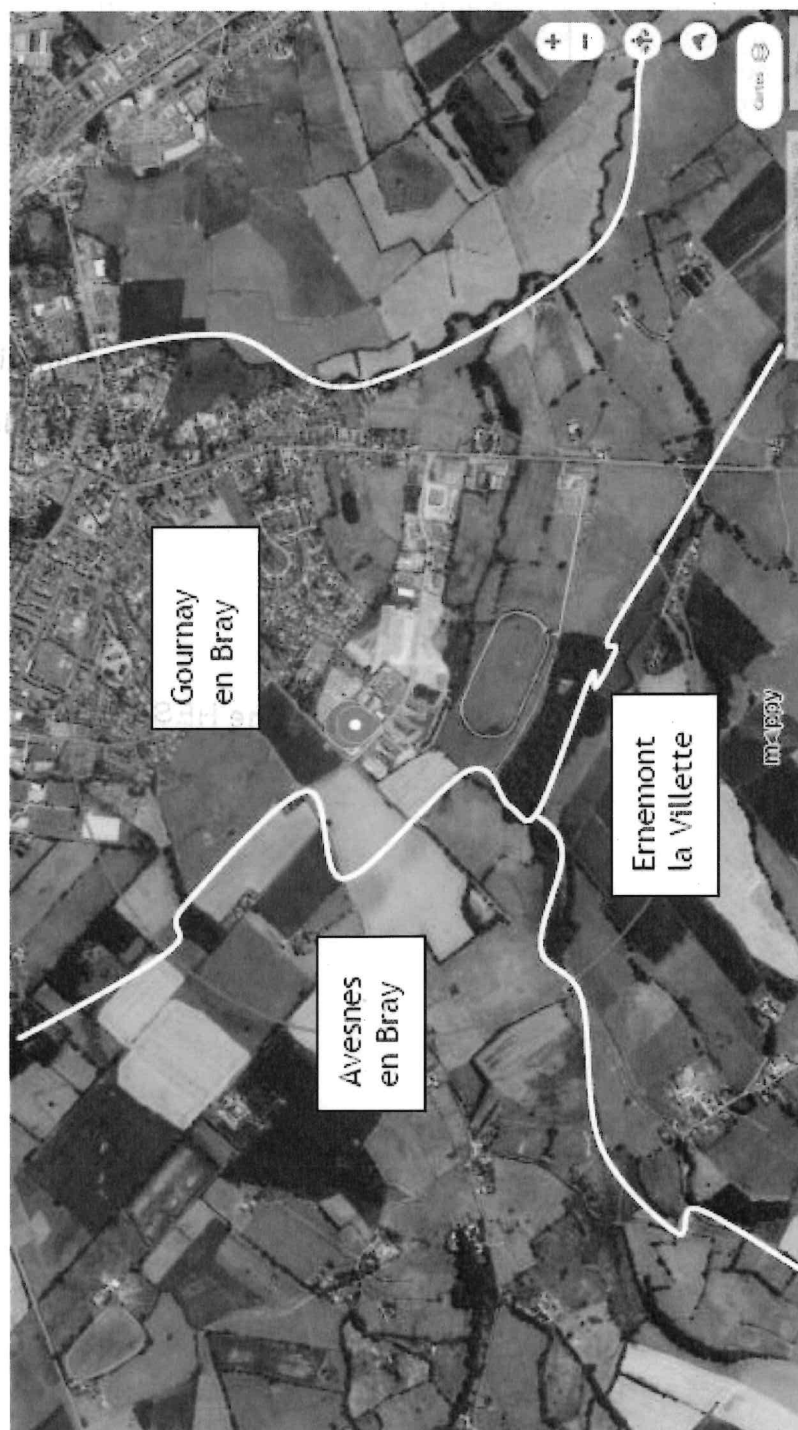
Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Hélène HESS

Annexe 1 : Plan de situation



[illegible]

Figure 17

